Les « prisonniers politiques »¹

Sans contredit, les classes possédantes ont des méthodes presque parfaites pour abêtir les classes exploitées et maintenir leur pensée en captivité. L'une des plus usuelles consiste à leur imposer des formules redondantes, absolument dépourvues de contenu positif et d'autant plus facile à employer dans tous les sens.

Le mensonge le plus cynique de notre époque (et le plus abêtissant) c'est sans contredit celui de la démocratie bourgeoise fondée sur la liberté, alors que le mot liberté ne signifie rien, — rien, — tant qu'on ne sait pas à quelle classe il s'applique.

Et toutes les autres idées si souvent invoquées par cette vieille prostituée, qu'est la presse bourgeoise, n'ont guère plus de sens. La *civilisation* n'est que celle de la bourgeoisie au pouvoir. L'*universalité* des citoyens évoque l'ensemble des usuriers et des banquiers, des rentiers et des spéculateurs, des curés et des catins, des galonnés et des ministres. Mais, — c'est ça l'important! — ces mots sont sonores et l'on sait s'en servir à merveille. L'union des forbans capitalistes, baptisée « Société des Nations », s'impose au respect des esclaves. La *liberté de l'exploitation* dite *liberté* tout court permet de duper sans fin les exploités.

Il y a dans la société capitaliste un fétichisme verbal. Les mots dominent les hommes incapables d'en apercevoir le contenu réel. Ce qui fait que les choses les plus évidentes ne sont pas encore intelligibles pour bien des gens.

Dans l'actuelle campagne de diffamation contre le communisme et contre les Soviets il est fort question, par exemple, de « prisonniers politiques ». On demande ingénument :

« Quelle est donc la liberté chez les bolcheviks ? Il y a des centaines de prisonniers dans leurs prisons. — Ce sont des assassins et des bourreaux ! — Et leur hypocrisie va jusqu'à exiger des autres gouvernements une amnistie de prisonniers politiques qu'ils refusent chez eux à leurs victimes. ! »

Il n'est pas vrai que nous demandons *en général* la libération des prisonniers politiques. Nous ne demandons pas à l'Allemagne l'amnistie des assassins de M. <u>Erzberger</u>. Au contraire, nos camarades allemands exigent leur arrestation. Mais ces assassins sont « libérés » par le gouvernement de M. <u>Horthy</u>.

Cet exemple est typique. Le prolétariat veut la liberté des hommes qui défendent *sa cause*. Et il veut aussi le droit de mettre sous les verrous les hommes dont l'activité constitue un danger pour sa cause.

Aucun des socialistes des Internationales de Londres et de Vienne n'ose soulever la question de la libération des quelques réactionnaires, qui sont çà et là prisonniers politiques et dont la détention est pourtant aussi une « violation de la liberté individuelle ». Car ces socialistes ne se soucient pas de s'afficher ainsi alliés de la bourgeoisie. Mais, n'osant défendre la liberté dans tous les cas sans exception, ils perdent leur position de principe et l'on doit constater qu'il s'agit uniquement dans ces sortes de questions de circonstances objectives et de considérations de classe.

Ici intervient le deuxième argument de nos adversaires : « que les bolcheviks emprisonnent d'anciens généraux, bon. Mais leurs victimes sont des socialistes qui ont pendant de longues années combattu l'autocratie ».

La réponse nous est facile. Le mot *socialiste* ne fait pas autorité pour nous. Les dirigeants de la France impérialiste se sont appelés mieux que socialistes : radicaux-socialistes. Il y a en Autriche des socialistes chrétiens. M. le comte <u>Keyserling</u> se dit socialiste. M. <u>Paul Lensch</u>, collaborateur, zélé de la presse de M. Stinnes, est un bon socialiste comme <u>Vandervelde</u>, signataire du traité de Versailles ; comme M. <u>Noske</u>, comme le sieur <u>Alexinsky</u> et *tutti quanti*.

« Mais, dira-t-on, vos prisonniers ont un beau passé... »

Ah! le bon billet! Voyons un peu quels sont aujourd'hui quelques-uns des principaux leaders de la bourgeoisie?

En France, M. <u>Briand</u>, l'ex-apôtre de la grève générale révolutionnaire. En Italie, M. <u>Bonomi</u> est un ancien socialiste et M. <u>Mussolini</u>, grand chef du fascisme assassin de prolétaires, est un ancien rédacteur de l'<u>Avanti</u>. Aux Etats-Unis M. <u>Hughes</u> est un ancien secrétaire de syndicat. En Russie, <u>Bourtsev</u> et <u>Savinkov</u> ont étés sous l'ancien régime, des terroristes redoutés; M. Alexinsky, qui cire maintenant les bottes de <u>Wrangel</u>, est un ancien social-démocrate radical.

Les socialistes révolutionnaires de Russie représentent l'embryon d'un parti radical socialiste, à la française. Ils ont combattu les Soviets à main armée. Ils ont participé à toutes les campagnes contre-révolutionnaires (<u>Ioudenitch, Koltchak, Dénikine</u>, etc.). Ils ont assassiné plusieurs d'entre nous (<u>Volodarski, Ouritski</u>), tenté d'assassiner <u>Lénine</u>, préparé des attentats contre <u>Trotsky</u> et <u>Zinoviev</u>, préparé l'empoisonnement — toujours pour la civilisation et la démocratie — de Lénine. Ils ont pactisé contre nous avec les français, avec les allemands, avec les tchécoslovaques, avec les américains. Ils ont reçu des subventions de toutes les bourgeoisies, de tous les réactionnaires. Leur propagande actuelle contre le prolétariat révolutionnaire n'est pas autre chose que celle d'une chouannerie.

Et les menchéyiks ? Mais d'abord ceux-ci font bloc avec les socialistes révolutionnaires. Ils nous ont combattu de même pendant la Révolution de novembre et après. Il suffit de rappeler que les mencheviks géorgiens ont fourni 30 000 hommes à Wrangel. Il est vrai que les rôles chez eux sont bien partagés, que <u>Martov</u> et <u>Dan</u>, éléments de gauche, point responsables des agissements contre-révolutionnaires du menchévisme, siégeaient à la Conférence de Berlin, à la table

¹ Source : Le bulletin communiste, numéro 19 (troisième année), 4 mai 1922.

des viennois², tandis que l'ancien ministre <u>Tseretelli</u> s'asseyait à celle de M. <u>Vandervelde</u>. Mais ces nuances nous importent peu.

Nous voulons le front unique contre le capital, mais en aucune façon contre le pouvoir des Soviets. Et le premier Etat prolétarien a le droit et le devoir de combattre avec toute la vigueur de son appareil de coercition, le front unique de ses ennemis. Certes, ce faisant, l'Etat prolétarien n'est pas humanitaire à la façon de la cléricaille bourgeoise ; certes, il n'a rien non plus de l'hypocrisie puritaine et se garde d'invoquer la liberté démocratique ; mais il ne s'inspire que de l'intérêt de la révolution en armes et du prolétariat mondial.

² C'est à dire celle de l' « Internationale 2½ », hésitante entre réforme et révolution. (note de la MIA)